

ÉLECTIONS 2007 – Sommaire des plateformes électorales des principaux partis¹

Action démocratique du Québec(ADQ)	Parti libéral du Québec (PLQ)	Parti québécois (PQ)	Québec Solidaire	Parti Vert
<p>Lutte à la pauvreté et action communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vaste réforme de l'aide sociale : bonification de l'aide à la clientèle inapte et retour en emploi des bénéficiaires aptes au travail 	<p>Lutte à la pauvreté et action communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la lutte à la pauvreté en partenariat avec les OCF et des organismes communautaires du milieu de la santé et de l'éducation pour améliorer le soutien et l'accompagnement de trois groupes cibles : 1) les enfants en situation de pauvreté afin qu'ils réussissent mieux à l'école; 2) les jeunes adultes démunis, afin qu'ils intègrent un emploi; 3) les parents en difficulté, afin qu'ils retrouvent leur confiance pour le plus grand bénéfice de leurs enfants - Mécanismes d'accompagnement pour les 45 ans et plus pour les aider à se remettre en mouvement - Réclamation des fonds de la caisse de l'assurance-emploi pour qu'ils servent à la formation des jeunes, des nouveaux arrivants et des bénéficiaires de l'aide sociale 	<p>Lutte à la pauvreté et action communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indexation des prestations d'aide sociale pour les bénéficiaires aptes au travail - Incitation des bénéficiaires de l'aide sociale (notamment les jeunes mères) à retourner aux études avec une aide à la transition - Poursuite de la mise en œuvre de la politique de condition féminine - Campagne de sensibilisation sur 10 ans contre la violence faite aux femmes - Maintien de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire - Mise en place d'un régime de retraite à financement salarial et amélioration des conditions de travail dans le communautaire - Renforcement et officialisation de la collaboration entre les groupes communautaires et les organismes d'économie sociale avec les ministères tout en respectant l'autonomie des groupes - Mise sur pied d'un fonds pour offrir des services aux proches de victimes d'actes criminels 	<p>Lutte à la pauvreté et action communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation progressive du salaire minimum à 10\$/h - Hausse des prestations d'aide sociale au niveau de couverture des besoins essentiels (augmentation de toutes les prestations au niveau de celles reçues par les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi - Exemption complète des pensions alimentaires pour enfants - 8000 logements sociaux par an réalisés écologiquement (4000 s'il n'y pas de participation du fédéral) - Gratuité des médicaments pour les prestataires de l'aide sociale - Consultation sur l'instauration d'un revenu de citoyenneté - Reconnaissance et financement accru des organismes communautaires et rehaussement du financement de leur mission de base - Campagne nationale contre la violence faite aux femmes : adoption de mesures nécessaires, campagne de sensibilisation avec des moyens suffisants, support financier aux groupes de femmes - Filet de sécurité sociale arti 	<p>Lutte à la pauvreté et action communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> -Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (dns éducation) -Obtenir un financement récurrent sur 5 ans pour les organismes en service social (alphabétisation, insertion sociale, etc.) -Voter au plus vite une loi anti-SLAPP -Réformer le mode de scrutin
<p>Fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non-augmentation des impôts et des taxes et utilisation du tiers de toute marge de manœuvre pour réduire les impôts - Établir une politique claire de tarification sur une période de 5 ans (électricité, assurance automobile, droits de scolarité et frais de garde subventionnée) avec compensation financière pour les familles à faible 	<p>Fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction d'impôt des particuliers (250 M\$ par année) - Crédit d'impôt 500\$ sur les frais d'inscription d'un enfant de moins de 16 ans à une activité sportive (35 M\$) 	<p>Fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baisse d'impôt lors des années de forte croissance économique (au-delà de 2,5% du PIB) 	<p>Fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hausser les revenus de l'État en rétablissant un équilibre fiscal entre les entreprises privées et les particuliers, en augmentant de nombre de paliers d'imposition pour particuliers, légiférant pour empêcher tout évitement ou évasion fiscale, imposant pleinement les gains en capital, diminuant le plafond des REER, ayant un meilleur contrôle des déductions fiscales 	<p>Fiscalité</p> <ul style="list-style-type: none"> -Baisser la TVQ sur les services et l'augmenter sur les biens non durables -Écofiscalité : utiliser les taxes et l'impôt comme un moyen plutôt que comme un fin en soi

¹ Le présent document vise uniquement à informer sur le contenu général des plateformes électorales de différents partis politiques. De façon à conserver la neutralité, l'ordre d'apparition des partis politiques dans la grille a été dressée alphabétiquement. Pour plus de détails, vous pouvez consulter les plateformes électorales sur les sites Web de chacun des partis :

Action démocratique du Québec : www.adq.qc.ca

Parti libéral du Québec : www.plq.org

Parti québécois : <http://campagne.pq.org/>

Québec Solidaire : www.quebecsolidaire.net/ Parti vert :

www.partivert.org

Action démocratique du Québec(ADQ)	Parti libéral du Québec (PLQ)	Parti québécois (PQ)	Québec Solidaire	Parti Vert
<p>revenu</p> <ul style="list-style-type: none"> - Corriger le régime fiscal en diminuant les taxes qui nuisent à l'investissement, au travail et à l'épargne 			<ul style="list-style-type: none"> - Réviser la fiscalité : augmentation de la contribution des entreprises dans le financement de l'État; système d'imposition des particuliers plus progressif; diminution plafond des REER; modulation de la TVQ (plus élevée sur les produits de luxe) 	
<p>Aide à la famille</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allocation familiale pour toutes les familles avec enfant d'âge préscolaire qui ne fréquente pas les services de garde subventionnés (100\$/semaine) - Allocation de naissance de 5000\$ pour la naissance ou l'adoption d'un 3^e enfant - Reconnaître l'infertilité comme une condition médicale et soutenir des coûts raisonnables pour le traitement de l'infertilité ou des méthodes alternatives de procréation via la RAMQ - Faciliter l'adoption d'enfants au Québec et à l'étranger en allégeant les mécanismes d'adoption au Québec et soutenir financièrement les parents qui adoptent à l'étranger - Soutien aux aidants naturels, soutien à domicile, développement de maisons intergénérationnelles et coopératives de services aux aînés 	<p>Aide à la famille</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 000 nouvelles places en services de garde d'ici 2012 (200M\$) - Financement prévisible et stable des haltes-garderies en milieu communautaire (3M\$) - Possibilité pour les aînés de plus de 69 ans de continuer de travailler et de contribuer à un REER - Nomination d'un ministre consacré aux Aînés - Rehaussement de la qualité des services en hébergement (programme d'appréciation des CHSLD) - Crédit d'impôt pour l'hébergement d'un parent âgé - Répit pour les aidants naturels - Plus d'heures de soins pour le maintien à domicile 	<p>Aide à la famille</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un programme d'accès à la propriété pour les jeunes familles - Mise sur pied d'un programme incitatif de conciliation travail-famille-études global, en partenariat avec les syndicats et le patronat - Même congé parental pour les parents adoptants que pour les parents biologiques - Création de 20 000 places supplémentaires en CPE - Maintien du tarif à 7 \$ par jour en CPE - Bonification substantielle du soutien financier et technique aux proches-aidants 	<p>Aide à la famille</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politique familiale globale et transversale - Allocation parentale universelle - Déduction d'impôt pour parent à la maison d'enfants (jusqu'à 12 ans) - Mise en place de services d'aide familiale et ménagère au tarif modulé en fonction du revenu - Reconnaissance économique et sociale des proches aidantEs - Soutien aux CPE en reconsidérant la Loi 124 et en développant le réseau des CPE en offrant des services adaptés aux besoins des familles et des milieux 	<p>Aide à la famille</p> <ul style="list-style-type: none"> -Semaine de 4 jours
<p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gratuité scolaire pour les parents d'un enfant de moins de 18 mois afin de leur permettre de rester ou retourner aux études - Soutenir les écoles désireuses d'instaurer une période de devoirs et de leçons à l'école primaire - Décentraliser et redistribuer les ressources humaines et financières vers les écoles et les élèves en réduisant considérablement la structure administrative du système d'éducation québécois, notamment par l'abolition des commissions scolaires - Accroître la part des dépenses publiques en éducation afin de mieux préparer les jeunes dans leur parcours vers l'autonomie financière et sociale - Enrichir les responsabilités des 	<p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une heure d'activités après l'école (aide aux devoirs) (200M\$) - 1000 professionnels de plus pour les élèves en difficulté - Faciliter la formation des adultes (reconnaissance des acquis pour simplifier le retour aux études secondaires) - Développer la formation professionnelle (6M\$) - Élever la qualité du français (3,4M\$) - Maîtriser l'anglais à la fin du secondaire (séjours d'immersion en anglais pour sec. IV et V) (25M\$) - Permettre aux cégeps d'admettre sous conditions des élèves du secondaire à qui il manque jusqu'à 2 cours - Reconnaissance des acquis pour l'admission au cégep pour des adultes qui 	<p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissement de 450 M\$ dans la réussite scolaire - Accès aux écoles de 8 h à 17 h, pour aide aux devoirs, sport et activités parascolaires - Diminution d'au moins 10% de la taille des classes vers la fin du primaire et au début du secondaire dans les milieux défavorisés - Embauche de 1500 spécialistes pour les enfants en difficulté d'apprentissage - Constitution d'un fonds National de réussite scolaire - Conseils sur l'encadrement et tuteur dès le premier cycle du secondaire pour chaque élève et ses parents - Lutte au harcèlement, à l'intimidation, au harcèlement et à la violence à l'école 	<p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction progressive du nombre d'élèves par classe à tous les niveaux primaires et secondaires - Élimination progressive des subventions aux écoles privées et des frais de scolarité - Ajout de ressources complémentaires - Élimination de l'endettement étudiant et réforme du régime de prêts et bourses en consultation avec le mouvement étudiant - Faire du Programme d'Aide financière aux études un système intégralement public et faire en sorte que la dette des étudiants se rapporte au patrimoine individuel afin que cette dernière soit comptabilisée en cas de faillite personnelle 	<p>Éducation, culture et société</p> <ul style="list-style-type: none"> -Assurer une éducation accessible de qualité, de la maternelle à l'université -Garantir une transition en douceur vers l'économie durable -Assurer le maintien des acquis sociaux pour les générations futures

Action démocratique du Québec(ADQ)	Parti libéral du Québec (PLQ)	Parti québécois (PQ)	Québec Solidaire	Parti Vert
<p>conseils d'établissement, en faire de véritables conseils d'administration et renforcer le rôle du directeur de l'école en matière de pédagogie et d'administration</p> <ul style="list-style-type: none"> - Regrouper l'ensemble des programmes de formation dispensés actuellement sous l'égide des commissions scolaires vers les institutions du réseau collégial - Hausser les exigences en matière de maîtrise du français chez les enseignants actuel et futurs et assurer l'intégrité des examens de français du ministère de l'Éducation - Instaurer l'enseignement intensif de l'anglais écrit et parlé aux 5^e et 6^e années du primaire - Augmenter le nombre d'écoles à vocation particulière parmi les écoles secondaires publiques - Adopter un bulletin universel et chiffré - Respecter l'autonomie des enseignants en leur redonnant plus d'autonomie dans le choix des méthodes d'enseignement - Réviser les critères d'embauche des enseignants en revoyant le programme de formation d'enseignement - Redresser le financement des institutions postsecondaires, y compris la contribution des étudiants, tout en bonifiant le régime de bourses aux étudiants et en élargissant son accessibilité 	<p>n'ont pas complété leur secondaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un milliard \$ d'investissements d'ici 2012 dans les universités et les cégeps - Consécration du redressement éventuel des transferts fédéraux pour l'enseignement postsecondaire directement aux cégeps et universités - Dégel (augmentation) des droits de scolarité à l'université (de 50\$ par session de 15 crédits) - Bonification du programme de prêts et bourses en concordance avec les frais de scolarité (25,8M\$) - Appel aux entreprises pour soutenir les fondations universitaires - Contribution de 10 % du gouvernement du premier 2000\$ par an souscrit dans un régime d'épargne étude (40M\$) 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la diplomation en en formation professionnelle en s'adaptant aux réalités des régions - Investissement de 750 M\$ de plus dans l'entretien et l'amélioration des écoles primaires et secondaires - Embauche de 250 conseillers pédagogiques et favoriser le mentorat des jeunes professeurs - Plus de temps de formation et de perfectionnement aux enseignants - Fin aux écoles religieuses illégales - Revitalisation des programmes de francisation pour les personnes issues de l'immigration - Plus grande participation des écoles privées dans la diplomation des élèves en difficultés d'apprentissage - Renforcement significatif du financement des collèges et des universités (400 M\$) - Maintien du gel des frais de scolarité - Renforcement du soutien aux établissements d'enseignement postsecondaire en région - Mesures pour encourager davantage d'étudiants à poursuivre et compléter des études universitaires de 3^e cycle - Nouvelle politique pour favoriser la formation de la main-d'œuvre en emploi 		

Action démocratique du Québec(ADQ)	Parti libéral du Québec (PLQ)	Parti québécois (PQ)	Québec Solidaire	Parti vert
<p>Économie / Travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en chantier de projets de grands barrages dans le nord du Québec - Politique scientifique innovatrice pour dynamiser la recherche et l'innovation technologique - Encourager l'émergence d'entreprises issues de l'économie sociale et du monde communautaire à travers le projet de modernisation de l'administration publique - Avantages fiscaux aux entreprises qui investissent au Québec - Alléger la réglementation du travail, particulièrement celle qui constitue une contrainte à l'emploi et à la productivité - Modernisation du secteur manufacturier - Donner la gestion du fonds de formation de la main-d'œuvre à un organisme formé d'employeurs et de travailleurs 	<p>Économie / Travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exportation d'hydroélectricité dans une perspective continentale de développement durable en collaboration avec les communautés autochtones et locales - Investissements atteignant 3% du PIB d'ici 2010 en recherche et développement (888 M\$ en 3 ans) - Accélération du plan d'élimination de la taxe sur le capital (exemption pour toutes les PME et réduction de moitié d'ici 2009 pour les grandes entreprises) (750M\$) - Crédit d'impôt aux entreprises qui font de la formation (40M\$) - Développement de plans régionaux de formation professionnelle et technique à partir des besoins des entreprises et visant l'intégration des personnes inactives (20M\$) 7,9 milliards d'ici 2011 d'investissements dans les infrastructures (routes, aqueducs, bâtiments publics) en mode PPP - Promouvoir, en collaboration avec le Canada, un accord de libre-échange transatlantique avec l'Europe - Accroître nos relations commerciales avec les économies émergentes (Asie, Mexique, Brésil...) 	<p>Économie / Travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Abolition, d'ici 2010, de la taxe sur le capital des entreprises, à l'exception de celles du secteur financier - Bonification des incitatifs fiscaux pour les nouveaux investissements - Inciter les sociétés d'État à vocation économique à mieux appuyer le développement économique du Québec - Maintien du Fonds des générations lors des années de forte croissance économique - Renforcement de la Loi sur l'équilibre budgétaire 	<p>Économie / Travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Abrogation des lois anti-syndicales - Réformer le Code du travail afin de permettre la syndicalisation multi patronale - Interdire les disparités de traitement fondées sur le statut d'emploi. Dans le cas d'impossibilité d'offrir certains avantages aux employéEs à statut précaire, versement d'une indemnité compensatoire - Veiller à l'application continue et à la généralisation de l'équité salariale - Soutenir l'économie sociale en encourageant l'investissement dans ces entreprises, sur le modèle de ce qui est fait pour les fonds de travailleurs; en favorisant l'achat par les gouvernements et les administrations publiques de produits équitables et écologiques et de produits issus de l'économie sociale; en permettant une plus large accessibilité aux services offerts par les entreprises d'économie sociale, sur le modèle de ce qui a été accompli avec les CPE - Étendre la durée des vacances en les faisant passer à trois semaines après un an d'emploi et à cinq semaines après cinq ans et ouvrir un débat sur la réduction du temps de travail 	<p>Économie/Ressources</p> <ul style="list-style-type: none"> -Augmenter la richesse collective tout en diminuant notre consommation de ressources -Assurer la prospérité économique à long terme grâce à une saine gestion des ressources -Permettre la semaine de 4 jours pour tous ceux qui le désirent -Fond négaWatt : politique nationale d'économie d'énergie
<p>Santé et services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantir des soins dans un délais médicalement acceptables. Lorsque la période d'attente dépasse le délai maximal, les patients pourront se faire traiter, aux frais de l'État, dans l'établissement de son choix, qu'il soit public ou privé - Favoriser le développement d'un véritable système de santé mixte, en encadrant la transition d'un monopole d'État en santé vers un véritable système de santé mixte (public, privé, coopératives, etc.) -Permettre aux médecins de travailler à la fois dans le secteur public et le secteur concurrentiel, les médecins ne 	<p>Santé et services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre de médecins, de médecins de famille et d'infirmières (700 M\$) - Garantie d'accès pour chirurgies de la hanche, du genou ou de la cataracte en moins de 6 mois (possibilité de recours aux cliniques privées) (100M\$) - Service Info-médicaments et info-social en plus du service Info-santé (20M\$) - Désengorgement des urgences (20M\$) - Plan d'accès en réadaptation physique et intellectuelle (110M\$) - Service de crise 24/7 pour les jeunes en difficulté (90M\$) - Plan d'action en santé mentale en collaboration avec les réseaux 	<p>Santé et services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantie d'accès à une intervention chirurgicale à l'intérieur de délais acceptables sur le plan médical - Révision du mode de gestion des listes d'attente - Établissement de corridors de service entre les régions et remboursement des frais de déplacement des patients à l'extérieur de leur région - Accès à des soins en cas de pandémie - Investissement de 450 M\$ pour la mise en place d'une politique de soins à domicile - Nouveaux investissements pour l'adaptation des domiciles des personnes souffrant d'une déficience physique 	<p>Santé et services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied de Pharma-Québec (pôle public pour l'achat, la recherche et la production de produits pharmaceutiques dans le but de freiner la croissance des coûts en santé, d'enrichir les capacités scientifiques du Québec et d'innover dans le domaine du médicament) 	<p>Santé et services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> -Favoriser la prévention et l'accessibilité au soin -Contre la déshumanisation de la santé en fournissant un médecin de famille à tous les Québécois -Minimiser l'impact de la pollution et du stress Faciliter l'accès aux bonnes conditions et habitudes de vie -Préserver le meilleur niveau de soin possible

<p>seront autorisés à exercer leur profession dans le secteur privé qu'après une prestation établie dans le régime public</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désengorger les urgences en collaborant avec les cliniques médicales, les nouvelles cliniques privées et les coopératives de santé. Former davantage d'infirmières cliniciennes pour améliorer les services - Appuyer les coopératives de santé afin de favoriser la réappropriation par la population de son organisation de soins de santé - Revoir les modes de financement des établissements de façon à leur accorder un montant forfaitaire pour chaque intervention ou épisode de soins offert à un patient - Prévention auprès de la petite enfance par la sensibilisation sur les saines habitudes de vie - Commission d'enquête sur les conditions de vie des aînés - Créer un protecteur de la jeunesse nommé par l'assemblée nationale, ayant pour rôle de surveiller l'ensemble des services d'aide et de protection de la jeunesse - Investir davantage pour les jeunes en difficulté - Reconnaître la problématique des personnes adoptées en lui permettant de connaître la nature de sa filiation et l'identité de ses parents tout en permettant à ces derniers d'inscrire un veto au contact 	<p>communautaire et les ressources privées (60M\$)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles formules de logements et services de maintien à domicile pour les aînés (250M\$) - Prévention et promotion de saines habitudes de vie (alimentation et activités physiques dans les écoles) 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de vie des personnes âgées vivant en CHSLD - 300 groupes de médecine familiale pour l'ensemble du Québec - Augmentation du nombre d'infirmières praticiennes - Augmentation des budgets consacrés à la prévention de la maladie et des accidents - Actualisation du programme national de santé publique - Mise en place d'une politique pour lutter contre le suicide - Instauration de délais acceptables pour l'accès aux services sociaux des personnes en déficience intellectuelle et en réadaptation physique - Augmentation des budgets des centres jeunesse - Soutien et accompagnement aux jeunes de 18 ans qui quittent les centres jeunesse - Augmentation des ressources aux soins palliatifs - Adoption d'une Politique de lutte contre l'itinérance en concertation avec les intervenants du milieu 		
--	---	---	--	--

Action démocratique du Québec(ADQ)	Parti libéral du Québec (PLQ)	Parti québécois (PQ)	Québec Solidaire	Parti Vert
<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Miser sur le développement maximal du potentiel hydroélectrique et éolien du Québec de même que favoriser l'émergence des formes alternatives d'énergie, notamment la géothermie et l'énergie solaire - Déclarer l'eau comme une ressource nationale pour assurer le plein contrôle de son exploitation avec pour objectifs la préservation de la pérennité de la ressource et la mise en place d'un véritable système de redevances équitable pour les régions - Outiller les organismes de bassins versants pour compléter leur démarche en concertation et mettre en place des mesures d'assainissement et de protection des cours d'eau - Doter le Québec d'une véritable stratégie d'efficacité énergétique en mobilisant les consommateurs, les entreprises et les institutions par un cadre réglementaire et la mise en place de mesures innovatrices pour transformer le marché de l'efficacité énergétique - Revoir le rôle du ministère de l'Environnement de façon à ce qu'il passe d'un rôle d'outil d'interdiction à un rôle d'agent d'innovation et d'intégration des nouvelles technologies en matière de développement durable - Faire la lutte aux changements climatiques en poursuivant la stratégie québécoise d'atteinte des cibles du protocole de Kyoto, en plus d'innover dans des technologies de pointe dans le captage des gaz à effets de serre et de mettre en place un système de distribution des biocarburants - Moderniser le modèle de gestion publique du transport en commun en diminuant les coûts de développement et d'exploitation 	<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atteindre les cibles de Kyoto en réduisant de 6% les émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990 d'ici 2012 - Augmenter de 8% l'achalandage des transports en commun (650 M\$ en 5 ans) - Doubler le crédit d'impôt pour voiture hybrides (1000\$ applicable à l'achat d'un véhicule) (1 M\$) - Porter de 65% en 2008 à 70% en 2012 le taux de récupération et de recyclage - Lutter contre le gaspillage d'eau et le suremballage - Consultation sur une politique québécoise de protection des milieux humides - Étendre les aires protégées au-delà de 8% du territoire - Décontamination des sols 	<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoption d'une Loi sur les changements climatiques avec des cibles précises - Création d'une bourse du carbone à Montréal - Fixation d'objectifs initiaux de réduction de 10% en cinq ans et de 20% en 10 ans de la consommation globale des produits pétroliers - Abolition de la TVQ sur l'achat de véhicules électriques, hybrides ou à efficacité énergétique - Adoption de mesures vigoureuses pour favoriser l'utilisation des transports en commun (dont l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable sur les laissez-passer) - Adoption d'un plan global d'investissement dans les infrastructures de transport et le développement des technologies vertes dans les transports Développement de projets hydroélectriques en mettant les nouvelles capacités énergétiques au profit du développement des régions - Augmentation de la cible de développement de l'énergie éolienne de 10 à 20% de la production d'électricité au cours des 10 prochaines années - Élaboration du développement éolien sur les terres privées (en tenant compte du BAPE et des communautés concernées) - Garanti d'une prévisibilité des prix de l'électricité aux industries - Révision de la Loi sur la qualité de l'environnement - Adoption d'une loi pour éliminer les sacs de plastiques non biodégradables - Adoption d'une politique de la qualité de l'air - Abolition de la Loi 23 privatisant le Mont-Orford - Mise sur pied d'une Commission sur l'indépendance face au pétrole 	<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nationalisation du secteur éolien en créant Éole-Québec, une société publique qui sera au cœur du développement de cette industrie qu'il développera en coresponsabilité avec les instances de démocraties participatives locales - Redonner à Hydro-Québec sa mission originale : fournir de l'électricité de façon accessible à l'ensemble du peuple québécois - Création de comités forestiers locaux, des organismes sans but lucratif qui se verront confier la prise en charge d'une gestion écosystémique de la forêt publique et dont les plans de gestion seront approuvés par le gouvernement. Celui-ci percevra des redevances, effectuera le suivi des opérations forestières et encouragera la transformation de l'économie forestière de façon à favoriser une plus grande valeur ajoutée - États généraux sur la condition de la forêt québécoise - Atteinte et dépassement des objectifs de Kyoto - Investissements massifs dans le transport en commun et les programmes d'efficacité énergétique - Étatisation de l'eau - Étiquetage obligatoire des OGM et moratoire sur leur mise en culture - Appui accru aux producteurs biologiques et du terroir, système de crédits gouvernementaux d'investissement pour les agriculteurs qui mettent en place des pratiques faisant usage de technologies vertes - Loi anti-SLAPP 	<p>Environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réforme du ministère de l'environnement - Politique verte d'achat pour tout l'appareil public - Kyoyo + - Forêts